



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Parc éolien NORDEX XXII SAS (Chemin de Châlons)

23 rue d'Anjou
75008 Paris

Références : D2e 2024 924
Code AIOT : 0005704844

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2024 dans l'établissement Parc éolien NORDEX XXII SAS (Chemin de Châlons) implanté lieu-dit 51240 Songy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Parc éolien NORDEX XXII SAS (Chemin de Châlons)
- lieu-dit 51240 Songy
- Code AIOT : 0005704844
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société exploite des installations terrestres de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 07/06/2022, article 2	Sans objet
2	Documents à disposition de l'IIC	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 – I	Sans objet
3	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Conformité acoustique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28	Sans objet
5	Transmission de	Arrêté Ministériel du 26/08/2011,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	rapports à l'IIC	article 2.3 – II	
6	Conformité des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Sans objet
7	Mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Sans objet
8	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Sans objet
9	Formation et exercices d'entraînement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
10	Mises à l'arrêt et installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
11	Contrôles des brides et pales	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
12	Manuel d'entretien et registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
13	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
14	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
15	Réactivité en cas d'incident	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
16	Formation de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet
17	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30, 31	Sans objet
18	Voies d'accès et abords	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
19	Balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Sans objet
20	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
21	Identification	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
22	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
23	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il s'agit d'une première visite d'inspection suite à la mise en service industrielle de 3 éoliennes sur 6 autorisées par l'autorité préfectorale. Les 3 éoliennes en service depuis le 2 février 2024 sont les suivantes : E7, E9 et E10. La visite a permis d'apprécier la conformité de l'installation de façon non exhaustive sur une grande partie de ses obligations réglementaires en tant que parc éolien.

Une seconde visite d'inspection devra intégrer les éoliennes restantes une fois passées en phase d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/06/2022, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Identité de l'exploitant et localisation des installations du site
Constats : En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel l'extrait kbis ainsi que le relevé du géomètre des installations constituant le parc éolien. Après vérification, il s'est avéré que les coordonnées mentionnées dans le relevé de géomètre ne correspondaient pas au système de coordonnées géographiques « Lambert 93 ». Par courriel du 21 octobre 2024, l'exploitant a transmis une conversion des coordonnées géographiques correspondant à l'attendu. Pour ces éléments, l'inspection ne relève pas d'écart aux prescriptions en vigueur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Documents à disposition de l'IIC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 – I
Thème(s) : Risques accidentels, Documents à disposition de l'IIC
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée. Par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une seule des langues communautaires comprises par ce personnel. Les documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service ainsi que les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020 peuvent ne pas être disponibles dans leur version française. Les autres documents établis avant le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version française à compter du 1er juillet 2022.
Constats : Aucune non conformité n'a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères [...] ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation[...] Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.[...] Les

données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018.[..]Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

Constats :

L'exploitant a déclaré avoir mis en service partiellement le parc éolien en date du 2 février 2024 et ne pas avoir commencé le suivi environnemental. Il a exprimé sa volonté d'attendre la mise en service totale du parc (estimée au premier trimestre 2026) avant de commencer le suivi sus-nommé. A date de la visite, le délai réglementaire de lancement du suivi environnemental n'est pas échu.

A ce titre, l'inspection ne constate pas de non-conformité à la prescription contrôlée. Cependant, au vu de la mise en service industrielle effective d'une partie du parc et du fait d'un écart significatif de mise en service de 2 ans minimum entre les premiers aérogénérateurs et les derniers, l'inspection se permet de rappeler à l'exploitant la nécessité de réaliser un suivi environnemental partiel dans les délais prévus par les prescriptions en vigueur. Ce point pourra être abordé lors d'une prochaine visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conformité acoustique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28

Thème(s) : Risques accidentels, Conformité acoustique

Prescription contrôlée :

I.-L'exploitant fait vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 du présent arrêté. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du préfet, cette vérification est faite dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. Dans le cas d'une dérogation accordée par le préfet, la conformité acoustique de l'installation doit être vérifiée au plus tard dans les 18 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

II.-Les mesures effectuées pour vérifier le respect des dispositions de l'article 26, ainsi que leur traitement, sont conformes au protocole de mesure acoustique des parcs éoliens terrestres reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Constats :

L'exploitant a déclaré avoir mis en service partiellement le parc éolien en date du 2 février 2024 et ne pas avoir réalisé l'étude acoustique. Il a exprimé sa volonté d'attendre la mise en service totale du parc (estimée au premier trimestre 2026) avant de commencer l'étude sus-nommée. A date de la visite, le délai réglementaire de réalisation de l'étude acoustique n'est pas échu.

A ce titre, l'inspection ne constate pas de non-conformité à la prescription contrôlée. Cependant, au vu de la mise en service industrielle effective d'une partie du parc et du fait d'un écart significatif de mise en service de 2 ans minimum entre les premiers aérogénérateurs et les derniers, l'inspection se permet de rappeler à l'exploitant la nécessité de réaliser une étude acoustique partielle dans les délais prévus par les prescriptions en vigueur. Ce point pourra être abordé lors d'une prochaine visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Transmission de rapports à l'IIC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 – II
Thème(s) : Risques accidentels, Transmission de rapports à l'IIC
Prescription contrôlée : Par dérogation au I, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée : <ul style="list-style-type: none">- les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis ;- les rapports acoustiques rédigés à la suite de la vérification de la conformité de l'installation prévue par l'article 28, au plus tard 3 mois après l'achèvement de la campagne de mesures.
Constats : Les délais réglementaires n'étant pas échus pour le suivi environnemental et l'étude acoustique (cf points de contrôle 3 et 4), l'inspection ne constate pas d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conformité des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des aérogénérateurs
Prescription contrôlée : L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet, ou le respect de toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant la mise en service industrielle de l'installation. En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté un rapport datant du 11 décembre 2023 attestant de la conformité de chacun des aérogénérateurs mis en service (E7, E9 et E10). L'inspection ne constate pas d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre
Prescription contrôlée : L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du

4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté un rapport de vérification électricité (visite initiale) datant du 21 novembre 2023. Par sondage, il n'a pas été constaté de non-conformité dans le rapport pré-cité. Par conséquent, l'inspection ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'installation est conçue pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique. Pour satisfaire au 1er alinéa : - les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ; - pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, [...] préfet permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.
Constats : En amont de la visite, l'exploitant a transmis par courriel les documents suivants : - rapport de vérification d'électricité (visite initiale) du 21 novembre 2023 ; - Certificats des postes haute tension pour les postes de livraison 1 et 2, signés par le Consuel en date du 28 novembre 2023 et du 29 novembre 2023 ; - Rapports de conformité réalisés par un organisme compétent attestant de la conformité des postes de livraison 1 et 2. Ces deux rapports sont datés du 15 novembre 2023. Par sondage, l'inspection ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Formation et exercices d'entraînement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Formation et exercices d'entraînement
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en oeuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. [...]
Constats :

<p>L'exploitant déclare pendant la visite que c'est encore son sous-traitant qui intervient sur les installations pour assurer leur fonctionnement.</p> <p>Un plan de prévention signé des deux parties date de décembre 2023, soit avant la mise en service partielle du parc. Celui-ci intègre les formations dont doit disposer le personnel intervenant sur les installations. En complément et suite à renouvellement, l'exploitant détient une attestation sur l'honneur du sous-traitant, datée du 5 avril 2024, qui assure la validité des formations suivies par son personnel.</p> <p>L'inspection a sélectionné un agent ayant réalisé une intervention sur machine puis a procédé à la vérification de sa présence parmi la liste des agents autorisés et habilités. Aucune non-conformité n'a été constatée.</p> <p>Par sondage et compte-tenu des éléments apportés, l'inspection ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mises à l'arrêt et installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de conformité de l'éolienne E7. Les éléments du rapport traitant de l'arrêt, de l'arrêt d'urgence et de l'arrêt d'urgence depuis un régime de survitesse sont datés du 11 décembre 2023. Aucune non-conformité n'a été statuée.</p> <p>Par sondage, l'inspection ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Contrôles des brides et pales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>

« II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté. [...]
Constats : A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté les documents suivants : - Rapport de contrôle des brides et fixations pour l'éolienne E7 daté du 18 novembre 2023 ; - Rapport de contrôle des brides et fixations des 3 mois pour l'éolienne E7 daté du 16 avril 2024 ; - Rapport de contrôle visuel des pâles (E7, E9, E10) daté du 24 juin 2024. Par sondage, l'inspection ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Manuel d'entretien et registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Manuel d'entretien et registre de maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : L'exploitant a présenté en version dématérialisée le manuel d'entretien de l'installation (plan de maintenance) ainsi que le registre de maintenance. Par sondage, l'inspection a pu constater la mise à jour effective du registre. Aucune non-conformité n'a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : L'exploitant a présenté son registre de suivi des déchets via une extraction de TrackDéchets et a mis à disposition de l'inspection l'ensemble des Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) dont il disposait pour l'activité du parc éolien. L'inspection a sélectionné un BSD par sondage. Après analyse, celui-ci ne suscite pas de

commentaire. Les données, notamment la nature et/ou la quantité des déchets, ont pu être retrouvées dans le registre de suivi des déchets et sur un bon d'enlèvement transmis par l'exploitant à son prestataire déchets.
Compte-tenu des éléments, l'inspection ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <p>« - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</p> <p>« - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;</p> <p>« - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</p> <p>« - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</p> <p>« - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</p> <p>« Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p> <p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection avoir l'ensemble de son personnel formé sur les risques industriels. Une attestation de suivi de formation a pu être constatée pour un agent. Également, il a été présenté un document comportant la conduite à tenir en cas de situation d'urgence. La conduite à tenir est structurée sous forme de logigramme. L'inspection a analysé partiellement les logigrammes pour l'incendie, la survitesse et les conditions de gel. Aucune incohérence particulière n'a été relevée.</p> <p>D'après l'exploitant, le plan de prévention établi avec le prestataire de maintenance comporte l'ensemble des consignes de sécurité réglementaires en annexes.</p> <p>Par sondage, l'inspection ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Réactivité en cas d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Réactivité en cas d'incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :</p>

« - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;
« - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur. »
Constats : Les logigrammes de gestion des situations d'urgence que l'exploitant a présenté le jour de la visite permettent, d'après lui, de répondre en temps réel aux exigences de la prescription contrôlée. Il ajoute qu'en fonction de la situation, le centre de contrôle, l'astreinte ou le prestataire de maintenance permettent la mise en œuvre de l'ensemble des procédures d'urgence. Les résultats d'exercices futurs pourront être un sujet abordé lors d'une prochaine visite d'inspection. Par sondage et compte-tenu des éléments à disposition, l'inspection ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Formation de glace

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Formation de glace
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22 [...].
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un document décrivant le système de détection de glace ainsi que le logigramme décrivant la conduite à tenir en cas de détection. L'inspection n'a pas de commentaire Par sondage, il n'est pas constaté de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30, 31
Thème(s) : Risques accidentels, Garanties financières
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I du présent arrêté. Ce montant est réactualisé par un nouveau calcul lors de leur première constitution avant la mise en service industrielle. Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les

<p>cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>En amont de la visite, l'acte de cautionnement a été transmis à l'inspection. Il a pris effet à compter du 13 février 2024 et expirera le 20 janvier 2029.</p> <p>L'inspection ne relève pas d'écart aux prescriptions en vigueur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Voies d'accès et abords

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Voies d'accès et abords</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage au cours de la visite terrain, l'inspection n'a pas relevé d'écart à la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Balisage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Balisage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage au cours de la visite terrain, l'inspection n'a pas relevé d'écart à la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Accès aux installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p>Constats :</p>

Par sondage au cours de la visite terrain, l'inspection n'a pas relevé d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Identification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Identification
Prescription contrôlée : « Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. « Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : « - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; « - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; « - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; « - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »
Constats : Par sondage au cours de la visite terrain, l'inspection n'a pas relevé d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Par sondage au cours de la visite terrain, l'inspection n'a pas relevé d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : « Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât. »

Constats :

Par sondage au cours de la visite terrain, une non-conformité sur l'extincteur du local haute tension situé à côté de l'éolienne E9 a été constatée par l'inspection. Celui-ci avait été vérifié pour la dernière fois le 12 septembre 2023, ce qui dépasse le délai de 12 mois prévu par les prescriptions en vigueur.

En réponse immédiate, l'exploitant a indiqué que l'intégralité du parc extincteur allait être vérifié.

En date du 31 octobre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection un bon de commande réalisé auprès du prestataire chargé de vérifier l'intégralité du parc extincteur.

Type de suites proposées : Sans suite